

The Permanent Mission  
of the Kingdom of Morocco  
to the United Nations  
New York



البعثة الدائمة للمملكة المغربية  
لدى الأمم المتحدة  
نيويورك

**Déclaration de S.E. M. Omar Hilale,  
Ambassadeur, Représentant Permanent du  
Royaume du Maroc**

**Forum sur le suivi du financement du développement**

**New York, 24 Avril 2018**

**Madame la Présidente,**

Tout d'abords, je tiens à vous féliciter pour l'organisation et la préparation du Forum sur le suivi du financement de développement. Je tiens, également, à remercier et féliciter les co-facilitateurs les Ambassadeurs de la Jamaïque et du Portugal ainsi que leurs équipes d'avoir réussi à atteindre un consensus sur le texte de la Déclaration ministérielle.

Trois ans après l'adoption historique de l'Agenda 2030, le passage à l'action s'avère urgent et plus que nécessaire. A cet effet, le Maroc reconnaît que l'ambition des ODD n'aurait de portée que si ces Objectifs étaient assortis des politiques pertinentes pour y parvenir, des financements prévisibles pour les concrétiser et des indicateurs pour en évaluer les résultats.

Convaincue que la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable doit être dotée d'une solide assise financière, ma délégation souligne que l'Aide Publique au Développement (APD) déboursée jusqu'à présent demeure insuffisante pour répondre aux objectifs multiples et ambitieux des ODD. Pour cette raison, l'APD garde toujours sa pertinence en tant que moyen important de financement pour plusieurs pays en développement.

Néanmoins, il est opportun de renforcer la coopération internationale en matière fiscale pour permettre aux pays en développement d'accroître leur niveau de ressources pour réduire la dépendance de ces pays à l'égard de l'APD.

A cet égard, la coopération fiscale constante et durable entre les pays favorisera une mobilisation des ressources intérieures et garantira un élargissement de l'assiette fiscale à travers l'adoption des règles de transparence en matière de recouvrement d'impositions.

Ma délégation réitère également l'importance de continuer nos efforts conjoints pour endiguer les Flux Financiers Illicites, notamment en luttant contre l'évasion fiscale et la corruption à travers une réglementation nationale renforcée et une coopération internationale accrue.

Conscient de la forte contribution du commerce international dans le financement de développement, je tiens à réaffirmer l'attachement du Royaume du Maroc au rôle du Système Commercial Multilatérale ouvert, fondé sur des règles, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permettant aux Pays en Développement de générer des ressources importantes pour leur développement économique et social.

La délégation marocaine tient également à souligner l'urgence de mobiliser les fonds nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, notamment en faveur des Pays les Moins Avancés et des Petits Etats Insulaires en Développement.

**Madame la Présidente,**

Nous sommes tous d'accord que l'émancipation économique de la femme est un facteur clé de la réalisation du développement durable. Pour cette raison mon pays s'est engagé dans une dynamique de la prise en compte de l'égalité de genre dans la gestion des finances publiques et l'adoption des législatives pour renforcer l'autonomisation économique des femmes.

De même, nous sommes convaincus que les modes de financement classiques doivent être repensés et complétés par des financements innovants. A cet effet, mon pays accorde une importance particulière à la mobilisation des ressources nationales publiques et privés et s'active pour renforcer les partenariats public-privé (PPP) dans le cadre de la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Par ailleurs, le Royaume du Maroc a fait de la promotion de la coopération Sud-Sud et du développement du commerce et de l'investissement intra-africain un pilier fondamental de sa politique de coopération économique dans son espace africain.

L'engagement du Maroc envers l'Afrique trouve également son expression dans sa vision du secteur privé soutenant les initiatives gouvernementales en vue d'intensifier les flux d'investissements avec son espace africain.

Pour conclure, **Madame la Présidente**, mon pays s'engage pleinement, et rejoint les efforts de la communauté internationale visant à trouver des solutions réalistes et des politiques efficaces pour réaliser le développement durable, et atteindre ainsi notre l'objectif ultime, l'éradication de la pauvreté.

**Je vous remercie**